



**PRÉFET
DE L'ESSONNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Secrétariat Général Commun Départemental
Service Finances Immobilier Logistique
Bureau des achats**

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP)

MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX

Objet du marché

**TRAVAUX DE MISE EN CONFORMITÉ
DES INSTALLATIONS ÉLECTRIQUES
SUITE À L'INCENDIE SURVENU EN AOÛT 2023
CITÉ ADMINISTRATIVE D'ÉVRY-COURCOURONNES**

MARCHE A PROCÉDURE ADAPTÉE

En application des articles R.2123-1 à R.2123-8 du Code de la commande publique

SOMMAIRE

Table des matières

ARTICLE 1 – DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	3
ARTICLE 2 – PIÈCES CONTRACTUELLES.....	6
2.1. Pièces particulières.....	6
2.2. Pièces générales.....	6
ARTICLE 3 – DESCRIPTION GÉNÉRALE DES TRAVAUX.....	7
ARTICLE 4 – CONDITION D’EXÉCUTION DES PRESTATIONS.....	9
ARTICLE 5 – DURÉE – DÉLAI D’EXÉCUTION.....	12
ARTICLE 6 – RÉCEPTION DES TRAVAUX.....	13
ARTICLE 7 – PRIX DU MARCHÉ.....	14
7.1- Mode de détermination du prix.....	14
7.2- Prestations supplémentaires ou modificatives.....	15
ARTICLE 8 – CLAUSES DE FINANCEMENT ET SÛRETÉ.....	15
8.1- Avance.....	15
8.2- Retenue de garantie.....	16
ARTICLE 9 – MODALITÉS DE FINANCEMENT ET DE PAIEMENT.....	16
9.1- Règlement des comptes.....	16
9.2- Délai de paiement.....	18
ARTICLE 10 – PÉNALITÉS.....	18
10.1- Pénalités de retard.....	18
10.2- Défaut de présentation des documents obligatoires liés au marché (plans d’exécution, notes de calculs, notes techniques, plans de synthèses, assurance, demande de sous-traitance etc).....	18
10.3- Dépôt de matériaux, gravois en dehors des zones prescrites.....	18
10.4- Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux.....	18
10.5- Absence ou retard aux rendez-vous et réunions de chantier.....	19
10.6- Pénalités pour non-respect des mesures de sécurité.....	19
10.7- Trouble de la circulation autour du chantier.....	19
10.8- Délais et retenues pour remise des documents fournis après exécution.....	19
10.9- Pénalités pour retard dans les interventions dues au titre de la Garantie de Parfait Achèvement.....	19
10.10- Pénalités pour travail dissimulé.....	19
ARTICLE 11 — ASSURANCE.....	19
ARTICLE 12 – PROTECTION DE LA MAIN D’ŒUVRE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL.....	20
ARTICLE 13 – GARANTIE DE PARFAIT ACHÈVEMENT.....	20
ARTICLE 14 – CHANGEMENT DE SITUATION DU TITULAIRE.....	21
ARTICLE 15 – OBLIGATION DE CONSEIL.....	21
ARTICLE 16 – CONFIDENTIALITÉS.....	21
ARTICLE 17 – RÉSILIATION.....	21
ARTICLE 18 – EXÉCUTION AUX RISQUES ET FRAIS DU TITULAIRE.....	22
ARTICLE 19 – MODIFICATIONS DES CONDITIONS DU MARCHÉ.....	22
ARTICLE 20 – CLAUSE ENVIRONNEMENTALE.....	22
ARTICLE 21 – DIFFÉRENDS ET LITIGES.....	23

ARTICLE 1 – DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.1 Objet du marché

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ont pour objet de décrire les travaux électriques à réaliser dans le vide sanitaire à proximité du poste haute tension du bâtiment préfecture suite à l'incendie survenu en août 2023 au niveau de la cité administrative d'Évry-Courcouronnes.

L'offre devra prendre en compte la réglementation en vigueur (Code du travail) et les normes en vigueur.

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et dans l'ensemble des plans et documents remis dans le dossier de consultation.

Les travaux comprennent les études, les fournitures, la pose, le câblage, les essais, les prestations nécessaires pour satisfaire notamment aux dispositions de la réglementation du Code du travail.

Lieu d'exécution :

Bâtiment Préfecture
Cité administrative d'Évry-Courcouronnes
Boulevard de France
91 010 Évry-Courcouronnes Cedex

Le titulaire s'engage à une obligation de résultat pour exécuter et contrôler toutes les prestations, objet du présent marché dans les conditions définies ci-après.

Il appartient au titulaire de prendre toutes les dispositions qu'il jugera nécessaires et de demander aux interlocuteurs du secrétariat général commun départemental (SGCD 91) toutes les informations requises pour satisfaire à l'obligation de résultat.

Une visite des lieux préalable à la soumission est obligatoire. Elle permettra au titulaire d'évaluer les contraintes techniques et des difficultés d'exécution liées au site.

Le candidat doit répondre à l'ensemble des sous lots techniques composants le marché sous peine de rejet de son offre. Les lots techniques du CCTP sont pour une société MULTI-TECHNIQUE et non des lots par entreprise ou sous-traitant.

L'ensemble des travaux sera réalisé en site occupé. Le titulaire le prendra en compte dans son phasage et dans le planning des travaux. Le titulaire sera vigilant à respecter l'occupation, les contraintes de passage et d'entrées et de sorties du site.

1.2 Procédure de passation

La consultation est passée par procédure adaptée en application de l'article R. 2123-1 et suivants du Code de la commande publique.

Le présent marché sera conclu soit avec un titulaire unique, soit avec un groupement d'entreprises.

Conformément aux dispositions des art. R. 2142-19 à 27 du Code de la commande publique, si les entreprises souhaitent se présenter groupées, elles pourront choisir la forme du groupement conjoint ou solidaire.

1.3 Forme du marché

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches ou en lots. L'objet du marché ne permet pas l'identification de prestations distinctes.

Des prestations supplémentaires ou alternatives sont définies pour le présent marché. Elles concernent :

- PSE 01 – Dépollution du vide sanitaire ;
- PSE 02 – Tableau divisionnaire TS01 ;
- PSE 03 – Cheminement Technique Protégé ;
- PSE 04 – Création d'un mur coupe-feu 2h ;
- PSE 05 – Création d'un mur coupe-feu 3h.

En plus de leur offre de base, les candidats devront obligatoirement formuler une offre pour ces prestations sous peine de rejet.

Le maître d'ouvrage se réserve le droit de retenir ou non les prestations supplémentaires définies. Il en informera le candidat retenu avant la signature du marché.

1.4 Intervenants

1.4.1 Maître d'ouvrage et maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'ouvrage est assurée par :

Secrétariat Général Commun Départemental (SGCD 91)
Bureau immobilier et logistique
Boulevard de France
91 010 Évry-Courcouronnes

La maîtrise d'œuvre est assurée par :

L'Atelier des Fluides
31 rue Eugène Briaïs
77 000 Melun

1.4.2 Autres intervenants

➤ Contrôleur technique

Le maître d'ouvrage est assisté d'un Contrôleur Technique au sens de l'article L. 111-23 du Code de la Construction et de l'Habitation.

Le contrôle technique a été confié à : BUREAU VERITAS CONSTRUCTION sis 2, Rue Jean Mermoz – 91 080 – COURCOURONNES (olivia.rajaonarison@bureauveritas.com)

➤ Coordinateur SPS

Le maître d'ouvrage est assisté d'un coordinateur SPS conformément à la loi n°93-1418 du 31 décembre 1993.

La coordination SPS a été confiée à : ACI (Assistance, Conseil, Ingénierie) sis 5 Bis, Rue du Bois – 60 220 – BOUTAVENT-FORMERIE (contact@aci-bet.com)

1.4.3 Titulaire

En application des dispositions de l'article 3.4 du CCAG-Travaux, dès la notification de la décision du maître d'ouvrage prescrivant la période de préparation, le titulaire doit désigner parmi ses agents (personnes physiques) appelés à prendre part à l'exécution des travaux, un représentant jouissant d'une délégation de pouvoir de la part du titulaire et engageant celui-ci dans toutes ses décisions.

Ce représentant devra être présent sur le site, à toutes les réunions de chantier auxquelles il sera convoqué.

Si le titulaire est un groupement d'entrepreneurs, chacun des entrepreneurs membres dudit groupement doit désigner son propre représentant.

Le représentant désigné par chaque entrepreneur membre du groupement jouira, à l'égard de l'entrepreneur qu'il représente, des prérogatives sus mentionnées.

Toutefois, il n'aura pas qualité pour représenter le groupement vis-à-vis des autres intervenants, cette prérogative étant réservée exclusivement au mandataire du groupement.

L'identité et les coordonnées de cette personne physique doivent être transmises par le titulaire (*) au maître d'ouvrage et au maître d'œuvre dans un délai de huit (8) jours à compter de la date de notification de la décision du maître d'ouvrage prescrivant la période de préparation.

En complément des dispositions de l'article 3.4 du CCAG-Travaux, un délégué (personne physique) doit être désigné en plus du représentant du titulaire pour assurer son remplacement le cas échéant.

Ce délégué doit disposer des mêmes pouvoirs que le représentant pour engager le titulaire dans toutes ses décisions concernant l'exécution du présent marché jusqu'à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement.

Cette désignation doit intervenir dans les mêmes conditions que la désignation du représentant.

() En cas d'entrepreneurs constitués sous forme de groupement, cette transmission est assurée par le mandataire du groupement.*

1.4.5 Sous-traitance

Le titulaire est habilité à sous-traiter l'exécution de certaines parties du marché, provoquant obligatoirement le paiement direct de celui-ci pour des prestations supérieures à 600 € TTC.

L'entreprise sous-traitante devra obligatoirement être acceptée et ses conditions de paiement agréées par le maître d'ouvrage.

L'acceptation de l'agrément d'un sous-traitant ainsi que les conditions de paiement correspondantes sont possibles en cours de marché selon les modalités définies aux articles R. 2193-1 à R. 2193-4 du Code de la commande publique et à l'article 3.6 du CCAG-Travaux.

Conformément aux dispositions relatives à l'auto liquidation de la TVA issues de l'article 283 du Code général des impôts, le sous-traitant adressera une facture en hors taxe pour les prestations réalisées.

La TVA relative aux prestations sous-traitées quant à elle sera perçue par le fournisseur responsable du sous-traitant.

Pour chaque sous-traitant présenté pendant l'exécution du marché, le titulaire devra joindre, en sus du projet d'acte spécial ou de l'avenant :

- une déclaration du sous-traitant concerné indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup de l'interdiction découlant de l'article R. 2143-6 du Code de la commande publique ;
- une attestation sur l'honneur du sous-traitant indiquant qu'il n'a pas fait l'objet au cours des cinq dernières années, d'une condamnation inscrite au bulletin N°2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L. 8221-1, L. 8221-3, L. 8221-5, L. 8251-1, L. 8231-1 et L. 8241-1 du Code du travail

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation du marché aux frais et risques de l'entreprise titulaire du marché (article 48 du CCAG-Travaux).

1.5 Formes des notifications et informations

Le maître d'ouvrage notifie au titulaire les décisions ou informations qui font courir un délai, par tous moyens permettant d'attester la date de réception.

En cas de dématérialisation, les échanges se font par la plate-forme des achats de l'État (PLACE) (www.marches-publics.gouv.fr).

Les ordres de service sont émis conformément à l'article 3.8 du CCAG-Travaux.

Le maître d'œuvre est tenu de notifier sans délai au maître d'ouvrage les modifications survenant au cours de l'exécution du marché. En cas de manquement, le maître de l'ouvrage ne saurait être tenu pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

ARTICLE 2 – PIÈCES CONTRACTUELLES

Les dispositions du présent marché prévalent sur celles qui figurent sur les documents de réponse, lettres ou autres documents échangés entre la préfecture de l'Essonne et le titulaire, préalablement à la signature du présent marché.

Aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents envoyés par le titulaire ne pourra s'intégrer au présent marché. Il en est ainsi, sans que cette liste soit exhaustive, des conditions figurant sur les factures et des conditions énoncées dans les documents commerciaux.

Seuls les exemplaires des documents originaux fournis par le titulaire, conservés dans les archives de l'administration font foi.

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes :

2.1. Pièces particulières

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-Travaux, l'ordre de priorité des pièces du marché est celui dans lequel elles sont citées ci-après :

- L'ATTRI 1 (acte d'engagement) et ses éventuelles annexes, dont la Décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) remis par le titulaire à l'appui de son offre ;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes, le planning de conception, la note de calcul projet, le carnet de plans et synoptiques, les plans de site existants, le schéma TD éclairage, les DOE Tour A et Tour B.
- La proposition financière et technique du titulaire incluant le calendrier prévisionnel d'exécution jusqu'à notification du calendrier détaillé d'exécution qui sera mis au point au cours de la période de préparation ;
- Le RICT du Contrôleur Technique ;
- Le Registre-Journal et le PGC du Coordinateur SPS.
- Les déclarations de sous-traitance, le cas échéant, et leurs éventuels actes modificatifs.

2.2. Pièces générales

- Le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) applicable aux marchés publics de travaux, approuvé par arrêté du 8 septembre 2009;
- Le Cahier des Clauses Techniques Générales (CCTG) applicables aux marchés publics de travaux.

Les pièces générales ne sont pas jointes au marché. Le titulaire ne pourra en aucun cas invoquer l'ignorance pour déroger aux indications qui y sont contenues.

2.3. Prestations similaires

Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité, le cas échéant, de mettre en œuvre la procédure de marché public de prestations similaire de travaux résultant de l'article R. 2122.7 du Code de la commande publique à savoir : la possibilité de conclure un marché public, sans publicité préalable ni mise en concurrence, avec le titulaire du présent marché, en vue de la réalisation de prestations similaires. La durée pendant laquelle les nouveaux marchés peuvent être conclus ne peut dépasser trois ans à compter de la notification du marché initial.

2.4. Clauses de réexamen

Le présent marché pourra, le cas échéant, faire l'objet d'une modification en cours d'exécution dans le respect des conditions fixées aux articles R.2194-1 à R.2194-9 du Code de la commande publique.

Plus particulièrement, le présent marché pourra faire l'objet d'une modification, sur le fondement de l'article R2194-1 du code précité dans les hypothèses suivantes :

- possibilité d'introduire dans le marché, des prestations complémentaires à celles prévues initialement et ce dans le cadre des solutions définies dans le présent cahier des charges ;
- évolutions du secteur et des pratiques ;
- modification législative et/ou réglementaire impliquant l'obligation de réaliser des prestations complémentaires non prévues dans le présent marché ;
- possibilité de réexaminer les conditions financières, notamment dans les cas suivants :
 - en cas de modification de l'environnement économique portant atteinte à l'économie générale de l'accord-cadre ou à son équilibre financier ;
 - en cas d'événements extérieurs aux parties perturbant durablement ou sensiblement la réalisation des prestations.

Conformément aux dispositions de l'article L.2194-1 du Code de la commande publique, les modifications et/ou ajouts ne peuvent avoir pour effet de changer la nature globale du marché.

Toute modification acceptée par les parties à l'issue de cette procédure de réexamen fera l'objet d'un avenant qui précisera notamment les nouvelles prestations et modalités financières du présent marché.

Quelle que soit la modification, le titulaire et le maître d'ouvrage se rencontrent afin de déterminer l'impact de ces changements sur l'exécution du marché et ses conditions financières.

ARTICLE 3 – DESCRIPTION GÉNÉRALE DES TRAVAUX

3.1 Réglementation

Le titulaire doit réaliser l'ensemble des travaux suivant les règles fondamentales de l'art de sa profession, conformément aux réglementations, législations, normes, prescriptions, règles de calculs, cahier des clauses techniques, cahier des clauses particulières et documents annexes, DTU propres à sa profession, en vigueur à la date de remise des offres.

Le titulaire devra toutes les prestations nécessaires à la mise en œuvre et à la protection de ces ouvrages jusqu'à la réception des travaux. Les installations devront être conformes aux normes et textes réglementaires en vigueur.

Ce bâtiment est classé ERP de type W de 1ère catégorie.

3.2 Travaux confiés au titulaire

La description des travaux attendus est indiqué dans le CCTP et ses annexes éventuelles.

LES TRAVAUX SERONT RÉALISÉS EN SITE OCCUPÉ

Il est à noter que certaines interventions pourront être réalisées en dehors des heures d'ouverture afin que les coupures électriques si nécessaires n'impactent pas l'activité. Certains travaux pourront être réalisés en horaire décalé à la demande du titulaire.

Conformément aux prix du DPGF, le titulaire devra toutes les fournitures et les travaux nécessaires à la parfaite et complète finition de tous ses ouvrages, en conformité avec les normes et règlements divers en vigueur, au jour de la passation du marché, ainsi qu'aux exigences des services, aucun supplément de prix ne pourra être accepté pour la mise en conformité.

Avant toute exécution le titulaire procédera à la vérification et réception des locaux et réseaux existants.

3.2.2 Caractéristiques des matériaux et produits – Provenance, qualité et prise en charge des matériaux et produits

Les travaux devront être réalisés suivant le programme prévu et aboutir à leur entier achèvement, en parfait état de fonctionnement sur les points d'utilisation désignés. En conséquence, il ne pourra être invoqué une erreur, omission ou imprécision aux présents documents pour justifier d'un défaut de fourniture ou de mise en œuvre, étant entendu que le titulaire s'est rendu compte des travaux à effectuer, de leur importance et de leur nature, et qu'il a suppléé par ses connaissances professionnelles aux détails qui pourraient être omis.

Les matériaux et produits de construction utilisés pour l'exécution du marché doivent être conformes aux normes visées par le cahier des charges. Le cahier des charges fixe la provenance de ceux des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas déjà fixé par les documents particuliers du marché ou déroge aux dispositions desdites pièces.

Conformément à l'article 21.2 du CCAG-Travaux, les matériaux, produits ou composants de construction qui sont mis en œuvre sont ceux dont les fiches techniques auront été transmises par lui-même au travers de son offre et ayant été chiffré au travers de la DPGF. En notifiant le marché, le maître d'ouvrage a notamment validé les performances techniques des dites références.

Le titulaire ne peut remplacer un produit référencé au marché que si le maître d'ouvrage l'y autorise. Les prix correspondants ne sont modifiés que si l'autorisation accordée précise que la substitution donne lieu à l'application de nouveaux prix. Ces nouveaux prix sont provisoires et peuvent donner lieu à refaction du prix dans les conditions prévues à l'article 21.2 du CCAG-Travaux.

Toutes les marques éventuellement citées dans le présent dossier de consultation le sont à titre indicatif et pourront faire l'objet d'équivalence.

Le titulaire est tenu de mettre à disposition du maître d'œuvre les documents assurant la traçabilité de tous les produits et matériaux mis en œuvre préalablement à leur utilisation.

3.2.3 Vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits

Les éventuelles vérifications et essais tant qualitatifs que quantitatifs sont identifiés dans le CCTP.

Les essais et contrôle d'ouvrage ou parties d'ouvrage, prévus par les documents techniques du marché, sont assurés contradictoirement sur le chantier par le titulaire du marché et le maître d'œuvre ou son représentant.

Le maître d'ouvrage ou son représentant, sur proposition du maître d'œuvre, peut décider de faire exécuter des essais et vérification en sus de ceux définis dans le marché :

- S'ils sont effectués par le titulaire, ils seront rémunérés sur justificatifs ;
- S'ils sont effectués par un tiers, ils seront réglés par le maître d'ouvrage.

3.2.4 Visa des documents remis par le titulaire

Certains documents remis par le titulaire doivent être visés par le maître d'œuvre préalablement à toute exécution des travaux.

Le titulaire doit prendre en compte les mentions inscrites, les corriger et ce conformément aux indications du maître d'œuvre et à lui représenter pour visa.

3.2.5 Documents fournis après exécution

La remise des plans, notices et documents visés à l'article 40 du CCAG-Travaux sera faite au maître d'œuvre avec copie au maître d'ouvrage.

Ces documents seront remis en (3) trois exemplaires, dont un sur support informatique (clé USB) en permettant la reproduction à des formats compatibles à ceux dont dispose le maître d'ouvrage (.doc, xls, ppt, pdf).

Ils doivent être signés et datés par le titulaire.

En cas de retard dans la fourniture des documents visés au présent article, le titulaire s'expose à la pénalité liée, définie à l'article « Pénalités » du présent CCAP.

ARTICLE 4 – CONDITION D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS

4.1 Lieu d'exécution

Les travaux visés par le présent marché porte sur :

Bâtiment Préfecture
Cité administrative d'Évry-Courcouronnes
Boulevard de France
91 010 Évry-Courcouronnes Cedex

Les informations fournies ci-après sont données à titres indicatifs afin de permettre aux candidats de chiffrer les prestations et seront complétées par la visite sur site obligatoire. Ces éléments ne sont pas contractuels.

Le titulaire est réputé, avant la remise de son offre, avoir effectué une visite complète des lieux pour apprécier exactement toutes les conditions d'exécution des prestations et s'être parfaitement et totalement rendu compte de leur nature, de leur importance et de leur particularité.

En aucun cas, le titulaire ne pourra arguer d'une méconnaissance des lieux pour se soustraire à ses obligations ou réclamer des suppléments de prix.

Les matériaux et produits de construction utilisés pour l'exécution du marché doivent être conformes aux normes visées par le CCTP.

Le titulaire devra procéder en présence d'un représentant du maître d'ouvrage et du maître d'œuvre, à un état des lieux, compris photo des lieux avant, pendant et après la réalisation du chantier.

Le titulaire aura pour obligation de s'adapter à l'environnement des locaux sans demander de rémunération supplémentaire.

Il est important de noter que les sociétés répondant au présent marché sont considérées comme « Sachant » (personne morale ou physique professionnelle et compétente dans le type de travaux demandés).

L'attention des entreprises est attirée sur le fait que l'énumération, bien que détaillée, du matériel à installer et des travaux à réaliser, n'est pas limitative.

4.2 Personnel

Le titulaire désigne une équipe dont la compétence et la qualification est adaptée aux travaux demandés dans le cadre du marché. Il assurera l'encadrement hiérarchique et le contrôle de ses personnels présents sur le site.

Le personnel du titulaire devra avoir la maîtrise de l'ouvrage qu'il met en place.

Les travaux seront réalisés par du personnel formé et compétent. Son outillage lui permettra d'assurer les travaux dans le respect de la note de calcul et des règles de l'art.

Le personnel du titulaire devra être muni d'une pièce d'identité et d'un badge délivré par la personne publique. Le titulaire s'engage à prendre toutes les dispositions nécessaires pour que son personnel appelé à intervenir sur le site respecte ces dispositions, notamment dans le domaine de l'hygiène et de la sécurité.

Le titulaire est seul responsable des agissements de ses personnels ; la non-application par le titulaire des mesures de sécurité prévues pourra entraîner la résiliation du marché sans préavis ni indemnité.

4.3 Hygiène et sécurité

Le titulaire est tenu de respecter en tout point la réglementation en matière d'hygiène, de sécurité, et de conditions de travail.

Les travaux seront à réaliser sur site occupé. L'attention du titulaire est attirée sur les dispositions à prendre afin de garantir, outre son propre personnel, la sécurité et la protection des personnes présentes sur le site à quelque titre que ce soit.

Lorsque les prestations sont à exécuter dans un lieu où des mesures de sécurité s'appliquent, notamment dans les zones protégées en vertu des dispositions législatives ou réglementaires prises pour la protection du secret de la défense nationale, ces dispositions particulières doivent être indiquées par le pouvoir adjudicateur dans les documents de la consultation. Le titulaire est tenu de les respecter.

Un plan de prévention sera établi entre le maître d'ouvrage et le titulaire. Les prescriptions relatives à l'hygiène et la sécurité sont appliquées conformément au décret N°92-158 du 20 février 1992. Le titulaire doit se conformer à l'ensemble des dispositions prévues par le Code du travail et par la réglementation en vigueur à la date d'exécution des prestations, le respect de ces dispositions relevant de la responsabilité du titulaire. En particulier, les intervenants devront être équipés des protections individuelles tel que :

- bottes de sécurité,
- casques,
- gants,
- lunettes,
- vêtements réfléchissants et à haute visibilité
- Etc.

Le personnel intervenant (y compris les intérimaires) devra avoir reçu une formation à la sécurité adaptée à leurs interventions et devra posséder les habilitations nécessaires. Le SGCD 91 sera destinataire de la liste nominative des attestations de formation et des habilitations, actualisée chaque année, de chaque intervenant. En cas de modification (embauche, mutation, etc.), Le maître d'ouvrage devra être informé par écrit de l'identité du nouvel intervenant, ses fonctions, qualifications.

Le titulaire devra également prendre toutes dispositions nécessaires, à ses frais et risques, pour réduire dans toute la mesure du possible les gênes imposées aux usagers desdits lieux, notamment celles qui peuvent être causées par le bruit, les vibrations et les poussières.

Le titulaire avise ses sous-traitants de ce que les obligations énoncées au présent article leur sont applicables et reste responsable du respect de celles-ci.

Le titulaire demeure responsable de la sécurité et de l'hygiène sur le chantier. Il doit prendre toutes mesures d'ordre et de sécurité propres à éviter des accidents, tant à l'égard du personnel qu'à l'égard des tiers.

4.4 Organisation et installation du chantier

Pour des raisons de sécurité, l'accès à la cité administrative d'Évry-Courcouronnes est réglementé.

À ce titre, le titulaire et sous-traitant éventuel, devront communiquer quinze (15) jours avant le début programmé de son intervention, une liste des personnes affectées au chantier avec les pièces nationales d'identités correspondantes. En cas de refus d'accès à un agent du titulaire, celle-ci devra proposer, dans les quarante-huit (48) heures, une nouvelle personne pour la remplacer. En dehors de cette liste approuvée par la maîtrise d'ouvrage, aucune personne n'est autorisée à accéder au chantier.

Le titulaire est chargé sous la direction du maître d'ouvrage de l'organisation collective du chantier.

Il est également chargé de la gestion des dépenses et de la fourniture, mise en service et entretien des dispositifs de sécurité jusqu'à la fin des travaux.

Le titulaire fera son affaire personnelle, sans que la responsabilité du maître de l'ouvrage puisse être recherchée à cet égard, des dégâts qui pourraient être occasionnés par ses travaux et interventions.

La signalisation du chantier de jour et de nuit sera assurée par le titulaire et à ses frais.

Le titulaire doit laisser le chantier propre et libre de tous déchets pendant et après l'exécution des travaux dont il est chargé.

Les lieux doivent être remis en état en fin de travaux avant l'expiration du délai d'exécution.

Le maître de l'ouvrage met les emplacements à la disposition du titulaire, dès que commence à courir le délai contractuel d'exécution, pour ses installations de chantier et dépôts provisoires de matériels et matériaux.

Le titulaire prendra également toutes les précautions utiles (filets, bâches...) pour la conservation des biens du maître d'ouvrage et aura à sa charge la réparation des biens endommagés.

En complément de la base vie intégrée à l'offre du titulaire, le maître d'ouvrage met à disposition des sanitaires disponibles au RDJ du bâtiment Préfecture et une douche homme ainsi qu'une douche femme au sein du restaurant administratif. À noter que ces derniers pourront être partagés. Le titulaire devra entretenir ces lieux et les rendre dans le même état que réceptionné. À cet effet, un état des lieux d'entrée et de sortie pourra être réalisé.

Le maître d'ouvrage se réserve un droit de contrôle sur les installations complémentaires réalisées par le titulaire.

Le titulaire du marché devra se conformer à toutes lois, décrets ou arrêtés relatif à la sécurité du travail, notamment dans les locaux occupés, et les faire respecter par ses sous-traitants.

Il est responsable de la sécurité et de l'environnement du chantier.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect des prescriptions de la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993.

Le maître d'ouvrage fourni à titre gracieux l'eau et l'électricité pour les besoins du chantier. Le maître d'ouvrage lui indiquera les endroits où il pourra se raccorder.

4.5 Protection des ouvrages et nettoyage des lieux

Le titulaire sera responsable jusqu'à la réception de la protection de ses ouvrages. À cet effet, il devra prendre toutes les mesures nécessaires pour éviter toutes dégradations. Au cas où il en serait constaté, il devra remettre en état, entièrement à ses frais et sans pouvoir prétendre à une indemnité, les ouvrages détériorés.

Le titulaire devra prendre toutes dispositions afin de maintenir les lieux dans un état de propreté constant pendant et après l'exécution des travaux. Les dégâts occasionnés pour l'exécution des travaux de ce marché seront réparés aux frais de l'entreprise.

Tous les matériaux non utilisables seront enlevés et transportés ou stockés dans les différentes filières en fonction de la nature des déchets.

4.6 Réunions de chantier

Les réunions de chantier ont lieu une fois par semaine aux jours et heures fixés par le pilote en accord avec le maître d'œuvre et le maître de l'ouvrage.

Toute absence ou retard d'un représentant qualifié de l'entreprise à une réunion de chantier à laquelle il aura été dûment convoqué sera pénalisé.

Est considérée comme absence la représentation du titulaire par des personnes non qualifiées.

Les noms et qualités des personnes devant représenter le titulaire seront soumis au maître d'œuvre, pendant la période de préparation pour agrément.

Le maître d'œuvre est chargé de la rédaction des procès-verbaux de réunions de chantier.

ARTICLE 5 – DURÉE – DÉLAI D'EXÉCUTION

Le présent marché entre en vigueur à compter de sa date de notification et s'achève à l'expiration du délai de garantie visé à l'article 44 du CCAG-Travaux ou au terme du nouveau délai de GPA en cas de prolongation de celle-ci.

Une réunion de lancement sera organisée au plus tard une (1) semaine après la notification du marché.

5.1 Délai d'exécution

La date de démarrage des travaux sera fixée par un ordre de service (OS).

Le délai d'exécution des travaux est prévu sur une durée de douze (12) semaines.

Le délai de préparation ainsi que le délai de repliement des installations et remise en état sont compris dans le délai d'exécution.

La période de préparation est de deux (2) semaines maximum (démarrage à compter de la notification de l'OS) et le délai d'exécution (travaux) est fixé à dix (10) semaines à l'expiration du délai de préparation.

À l'appui de son offre, un calendrier détaillé d'exécution est élaboré par le titulaire qui met en évidence les tâches à accomplir et leur enchaînement et pour chacune d'entre elles, les durées et les dates de début et de fin (au plus tôt et au plus tard) ainsi que les marges disponibles pour leur exécution.

Les travaux seront réalisés en site occupé avec des contraintes liées à l'utilisation des locaux par les agents de la cité administrative d'Évry-Courcouronnes. Si nécessaire les travaux bruyants seront réalisés en horaires décalés (soirs et week-ends). Le titulaire prendra toutes les mesures nécessaires pour qu'ils n'occasionnent qu'un minimum de gêne pour les occupants et le voisinage. Si le titulaire décide de réaliser certains travaux de nuit, ceux-ci devront être coordonnés avec le maître d'ouvrage.

Lors de l'élaboration du calendrier détaillé d'exécution, le titulaire devra prendre en compte ces contraintes et adapter la réalisation des travaux dans ce cadre.

Au cours du chantier et avec l'accord du titulaire, le maître d'ouvrage peut modifier le calendrier détaillé d'exécution dans la limite du délai d'exécution fixé dans le présent document.

Le titulaire devra prendre toutes dispositions nécessaires pour assurer l'exécution de l'ensemble des travaux en parfait état dans le délai prévu.

A titre indicatif : Les travaux devront être terminés avant le 30 novembre 2025.

5.2 Prolongation du délai d'exécution

En application de l'article 18.2.2 du CCAG-Travaux, le délai d'exécution des travaux pourra être prorogé d'un nombre de jours fixé par décision du maître de l'ouvrage, sur proposition du maître d'œuvre et sur justification du titulaire.

ARTICLE 6 – RÉCEPTION DES TRAVAUX

Il est tout d'abord rappelé que le titulaire demeure responsable de ses ouvrages jusqu'à la réception des travaux par le maître d'ouvrage.

Le titulaire est chargé d'aviser, à la fois le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre, par écrit, de la date à laquelle il estime que ses travaux ont été achevés ou le seront. Dès qu'il aura connaissance de cette date, le maître d'œuvre procédera aux opérations préalables à la réception des ouvrages dans les conditions de l'article 41 du CCAG-Travaux.

La procédure de réception se déroule, comme il est stipulé à l'article 41 du CCAG-Travaux.

La réception générale des travaux se fera après avoir vérifié la conformité des travaux par rapport au cahier des charges.

En cas d'écart sur la qualité ou la conformité des travaux réalisés par le titulaire et dûment notifiés par le maître d'ouvrage, le titulaire doit sans délai engager les actions permettant de corriger les défauts constatés.

Si, à l'issue des opérations préalables à la réception mentionnées à l'article 41.1 du CCAG-Travaux la réception ne peut être prononcée, la date d'achèvement des travaux est repoussée, le titulaire restant responsable de ce report et des conséquences sur le délai global de l'opération et susceptible de l'application des pénalités. Le titulaire pourra bénéficier d'un délai fixé par le maître d'ouvrage pour remédier aux observations formulées dans le procès-verbal. À l'issue de ce délai, une nouvelle procédure de réception est organisée.

Par dérogation à l'article 41.6 du CCAG-Travaux, à défaut d'exécution de ces travaux dans le délai prévu au procès-verbal de réception, le maître d'ouvrage pourra les faire exécuter aux frais et risques du titulaire, sans mise en demeure préalable.

En cas de retard dans les interventions dues au titre de la levée des réserves, le titulaire s'expose à la pénalité liée, définie à l'article « Pénalités ».

Prise de possession anticipée de certains ouvrages ou partie d'ouvrage

Toute prise de possession des ouvrages par le maître d'ouvrage doit être précédée de leur réception.

Toutefois, s'il y a urgence, la prise de possession peut intervenir antérieurement à la réception, sous réserve de l'établissement préalable d'un état des lieux contradictoire (article 41.8 CCAG-Travaux).

ARTICLE 7 – PRIX DU MARCHÉ

7.1- Mode de détermination du prix

L'unité monétaire du présent marché est l'euro.

Les prix sont fermes, non révisables et non actualisables.

Les travaux faisant l'objet du marché seront réglées par un prix global forfaitaire selon la DPGF jointe en annexe de l'ATTRI 1.

Le prix comprend les frais et dépenses de toutes natures nécessaires à l'exécution complète des travaux et notamment :

- les prestations telles que décrites dans le CCTP ;
- la fourniture, le transport, le stockage et la manutention sur chantier, la préparation et la mise en œuvre de tous les matériaux et matériels nécessaires à l'exécution des travaux conformément aux prescriptions des pièces contractuelles ;
- les frais de main d'œuvre y compris les charges et frais de toutes natures y afférents ainsi que les indemnités pour déplacements et intempéries notamment ;
- les frais d'outillage et de matériel, y compris le transport, la location, les pertes et avaries, les frais d'entretien, de réparation et de fonctionnement ;
- le nettoyage du bâtiment, des extérieurs et des abords en lien avec ses travaux ;
- tous les frais d'établissement de documents d'exécution y compris les éventuels honoraires de bureau d'études ;
- toutes les primes d'assurance ;
- tous les frais pour installations de chantier, études, essais et droits de brevet s'il y a lieu ;
- tous les frais généraux et bénéfices ;
- tous les frais d'entretien des ouvrages pendant le délai de garantie de parfait achèvement ;
- les impôts, droits et taxes de toute nature y compris les droits de douane le cas échéant ;
- les travaux non explicitement décrits au cahier des charges ou dans l'offre du titulaire, mais qui seraient nécessités par la mise en œuvre de matériaux ou des règles de l'art ;
- toutes suggestions nécessaires à une parfaite finition des travaux.

En cas de groupement d'entrepreneurs, les prix sont également réputés couvrir les frais de représentation et de coordination du mandataire.

Le maître de l'ouvrage fournira à titre gratuit :

- L'eau ;
- L'électricité pour les besoins du chantier.

Néanmoins celui se réserve le droit de facturer les consommations jugées excessives (sur justificatifs).

Les branchements provisoires seront à la charge du titulaire pour ses travaux.

Le titulaire certifie que les prix stipulés dans son offre commerciale n'excèdent pas ceux de son barème pratiqué à l'égard de l'ensemble de sa clientèle.

Il convient de préciser que pour le marché, seul le prix global est pris en considération, ce prix est forfaitaire et demeure inchangé quelles que soient les quantités de matériaux mises en œuvre et quelles que soient les difficultés rencontrées.

Le titulaire est réputé :

- ✓ Avoir apprécié exactement toutes les conditions d'exécution des prestations et s'être parfaitement et totalement rendu compte de la nature des travaux à effectuer, leur quantité, leurs qualités, leurs dimensions et emplacements
- ✓ Avoir eu accès aux locaux pour une visite, si le titulaire le souhaite et pris connaissances de toutes les conditions physiques et de toutes les sujétions relatives au lieu des travaux, aux accès, aux abords, aux constructions voisines et tous les éléments afférents à l'exécution des travaux.

Les prix sont réputés avoir été établis en considérant qu'aucune prestation n'est à fournir par le maître de l'ouvrage.

Le titulaire est tenu de vérifier la justesse du quantitatif avant la remise de leur offre. Aucune réclamation du titulaire ne pourra être prise en compte après la signature du marché.

7.2- Prestations supplémentaires ou modificatives

Pour les prestations supplémentaires ou modificatives, dont la réalisation est nécessaire au bon achèvement de l'ouvrage et pour lesquelles le marché n'a pas prévu de prix, les prix d'unités contenus dans la proposition financière sont utilisés pour l'établissement des prix nouveaux.

Par dérogation aux articles 14.4 et 14.5 du CCAG-Travaux, les prix nouveaux pour des prestations supplémentaires ou modificatives sont notifiés par avenant.

ARTICLE 8 – CLAUSES DE FINANCEMENT ET SÛRETÉ

8.1- Avance

Le taux de l'avance est de 5% du montant initial toutes taxes comprises du marché. Ce taux est porté à 20% lorsque le titulaire du marché ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite et moyenne entreprise mentionnée l'article R2151-13 du Code de la commande publique.

L'avance n'est soumise à aucune constitution de garantie privée ou de sûreté financière.

Le titulaire du marché peut refuser le versement de l'avance.

Si le marché est passé avec un groupement conjoint, les dispositions qui précèdent sont applicables aux prestations exécutées directement par l'ensemble des membres du groupement. Les modalités de détermination du montant de l'avance s'appliquent alors au montant en prix de base des prestations de chaque cotraitant.

Le paiement de cette avance intervient dans un délai de trente (30) jours à compter de la date de notification du marché.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des travaux exécutés par le titulaire atteint ou dépasse 65 % du montant initial du marché. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80 % du montant initial, toutes taxes comprises, du marché.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

8.2- Retenue de garantie

Une retenue de garantie de 5 % du montant initial du marché (augmenté le cas échéant du montant des avenants) sera constituée. Cette retenue de garantie sera prélevée sur le montant de chaque acompte par le comptable assignataire des paiements.

Cette retenue de garantie peut être remplacée au gré du titulaire par une garantie à première demande, constituée en totalité au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte du marché. Il ne sera par contre pas accepté de caution personnelle et solidaire.

Dans l'hypothèse où la garantie ne serait pas constituée ou complétée, dans ce délai, la fraction de la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée. Le titulaire garde la possibilité, pendant toute la durée du marché, de substituer une garantie à première demande à la retenue de garantie.

ARTICLE 9 – MODALITÉS DE FINANCEMENT ET DE PAIEMENT

9.1- Règlement des comptes

9.1.1 Demande de paiement mensuel

Avant la fin de chaque mois, le titulaire remet sa demande de paiement mensuelle au maître d'œuvre sous la forme d'un projet de décompte.

Le projet de décompte sera daté et mentionnera en outre les informations suivantes :

- la désignation des parties contractantes du marché (titulaire et maître d'ouvrage) et le cas échéant celles des sous-traitants payés directement accompagnée de l'attestation de paiement direct (noms et prénoms, s'il s'agit d'une personne physique ou raison sociale complète s'il s'agit d'une personne morale) ;
- les références du marché et notamment le numéro d'engagement juridique et, éventuellement, de chacun des avenants et actes spéciaux ;
- l'objet succinct du marché ;
- la période au cours de laquelle ont été exécutés les travaux qui font l'objet de la demande de paiement ;
- le numéro SIRET et les références du compte à créditer ;

En plus des mentions légales, le titulaire doit indiquer sur les demandes de paiement les informations suivantes :

- le numéro d'engagement juridique CHORUS (EJ) = il sera transmis par le service ordonnateur à la notification du marché ;
- le n° du service exécutant = FAC 9940075
- le N°SIRET de l'État : 110 002 011 00044

Il établit le montant total, arrêté à la fin du mois précédent, des sommes auxquelles il peut prétendre du fait de l'exécution du marché depuis son début.

Le titulaire remet au maître d'œuvre les projets de décomptes mensuels contre récépissé daté, ou envoyés par courrier recommandé avec AR, avec copie du projet de décompte et la preuve de sa transmission adressée au maître d'ouvrage, par mail ou par fax.

Le maître d'œuvre accepte ou rectifie le projet de décompte mensuel établi par le titulaire. Le projet accepté ou rectifié devient alors le décompte mensuel.

Important :

La demande de paiement doit impérativement mentionner la référence du marché et du n° d'engagement juridique. Ce numéro sera communiqué dans les jours qui suivent la notification du marché.

L'adresse à mentionner sur les demandes de paiement est :

DGFIP
Comptable spécialisé du domaine
Service facturier
3, Avenue du chemin des Presles
94 417 – SAINT MAURICE Cedex

Les demandes de paiement doivent être envoyées pour validation de l'avancement des travaux au maître d'œuvre :

L'Atelier des Fluides
31 rue Eugène Briaux
77000 Melun
www.latelierdesfluides.com

9.1.2 Acompte mensuel

À partir du décompte mensuel, le maître d'œuvre détermine le montant de l'acompte mensuel à régler au titulaire faisant ressortir :

- le montant de l'acompte mensuel (différence entre le montant du décompte mensuel considéré et celui du décompte mensuel précédent) ;
- le montant de la TVA ;
- les pénalités, s'il y a lieu ;
- le montant de l'avance à attribuer ou à rembourser au titulaire, s'il y a lieu ;
- le montant de la retenue de garantie ;
- l'adresse du comptable assignataire ;
- le numéro du compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé sur le présent marché.

Le maître d'œuvre notifie par ordre de service au titulaire l'état d'acompte mensuel et propose au maître d'ouvrage de régler les sommes qu'il admet. Cette notification intervient dans les sept (7) jours à compter de la date de réception de la demande de paiement mensuelle du titulaire.

Si cette notification n'intervient pas dans un délai de sept (7) jours à compter de la réception de la demande du titulaire, celui-ci en informe le représentant du maître d'ouvrage et transmet à celui-ci une copie du projet de décompte.

Le dépôt des factures s'effectuera donc sous forme dématérialisée à partir du portail Chorus Pro :

<http://chorus-pro.gouv.fr/>

Le maître d'ouvrage procédera alors lui-même au paiement sur la base des sommes qu'il admet. En cas de contestation sur le montant de l'acompte, le représentant du maître d'ouvrage règle les sommes admises par le maître d'œuvre. Après résolution du désaccord, il procède, le cas échéant, au paiement d'un complément, majoré, s'il y a lieu, des intérêts moratoires, courant à compter de la date de la demande présentée par le titulaire.

9.1.3 Demande de paiement finale – décompte général – solde

Le projet de décompte final est établi et transmis par le titulaire au maître d'œuvre conformément aux dispositions prévues à l'article 13.3 du C.C.A.G. Travaux.

Il est transmis en 4 exemplaires par lettre recommandée avec accusé de réception ou contre récépissé dûment signé et daté par le maître d'œuvre.

Le décompte général et l'état du solde sont établis et transmis conformément aux dispositions prévues aux articles 13.4.1 à 13.4.5 du C.C.A.G. Travaux.

Pour les projets de décompte final qui présentent des dissensions dans leurs établissements et leurs contenus, le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre convoqueront le titulaire à un entretien, avant d'arrêter le contenu du décompte général. Un procès-verbal de cet entretien sera rédigé par le maître d'œuvre et diffusé au maître d'ouvrage et au titulaire par courrier recommandé avec AR.

Le règlement du solde interviendra après constat par le maître de l'ouvrage de l'achèvement de la mission confiée au titulaire et de la transmission du DOE.

9.2- Délai de paiement

Les sommes dues au titulaire et aux sous-traitants de premier rang éventuels du marché, seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Les intérêts moratoires ne sont pas assujettis à la taxe sur la valeur ajoutée.

ARTICLE 10 – PÉNALITÉS

Par dérogation aux dispositions de l'article 19 du CCAG-Travaux, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure, le titulaire se verra appliquer les pénalités ci-après.

10.1- Pénalités de retard

En cas de retard dans l'exécution des travaux ou d'approvisionnement du matériel, le titulaire sera soumis à des pénalités à raison de **200 euros** par jour de retard calendaire.

10.2- Défaut de présentation des documents obligatoires liés au marché (plans d'exécution, notes de calculs, notes techniques, plans de synthèses, assurance, demande de sous-traitance etc)

Une pénalité de **150 euros** sera appliquée par document non remis.

10.3- Dépôt de matériaux, gravois en dehors des zones prescrites

Une pénalité de **100 euros** sera appliquée par jour d'infraction.

10.4- Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Conformément aux dispositions de l'article 37 du CCAG-Travaux, au fur et à mesure de l'avancement des travaux, le titulaire procède au dégagement, au nettoyage et à la remise en état des emplacements mis à sa disposition par le maître de l'ouvrage pour l'exécution des travaux.

À défaut d'exécution de tout ou partie de ces prescriptions, après ordre de service resté sans effet et mise en demeure par le représentant du maître d'ouvrage, les matériels, installations, matériaux, décombres et déchets non enlevés peuvent, à l'expiration d'un délai de trente jours après la mise en demeure, être transportés d'office, suivant leur nature, soit en dépôt, soit dans des sites susceptibles de les recevoir en fonction de leur classe, aux frais et risques du titulaire, ou être vendus aux enchères publiques.

Les mesures définies ci-dessus sont appliquées sans préjudice d'une pénalité de **500 euros** par jour de retard.

10.5- Absence ou retard aux rendez-vous et réunions de chantier

La présence du titulaire convoqué par le maître d'œuvre aux rendez-vous est indispensable à la coordination que requiert la bonne marche des travaux.

Les pénalités encourues pour absence ou/et pour tout retard non justifiés aux rendez-vous ou réunions de chantier sont de **200 euros** à chaque absence ou retard. Cette pénalité sera automatiquement appliquée à la deuxième absence et/ou au deuxième retard.

10.6- Pénalités pour non-respect des mesures de sécurité

Une pénalité de **500 euros** par manquement constaté sera appliquée.

10.7- Trouble de la circulation autour du chantier

Une pénalité de **350 euros** par trouble constaté sera appliquée .

10.8- Délais et retenues pour remise des documents fournis après exécution

À la réception des travaux, il est obligatoire pour le titulaire de fournir au maître d'œuvre les plans de récolement des ouvrages exécutés.

Une pénalité de **500 euros** sera appliquée en cas de non production du DOE complet.

Les documents à fournir sont ceux indiqués dans le CCAG-Travaux.

10.9- Pénalités pour retard dans les interventions dues au titre de la Garantie de Parfait Achèvement.

Une pénalité de **500 euros** par jour calendaire de retard sera appliquée.

10.10- Pénalités pour travail dissimulé

Conformément à l'article L8222-6 du Code du travail, des pénalités de retard peuvent être infligées au titulaire du marché s'il ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L8221-3 à L8221-5 du Code du travail, relatives à la déclaration de l'activité de l'entreprise et la déclaration des salariés de l'entreprise.

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le maître d'ouvrage applique une pénalité correspondant à **10 % du montant TTC** des travaux concernés.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

Le maître d'ouvrage se réserve le droit de résilier le marché aux torts du titulaire, sans que celui ne puisse prétendre à une indemnisation, si ce dernier ne régularise pas sa situation au regard des formalités prévues par le Code du travail.

ARTICLE 11 — ASSURANCE

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le titulaire doit justifier qu'il a contracté :

- Une assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1382 à 1384 du Code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causé par l'exécution des travaux.
- Une assurance au titre de la garantie décennale couvrant la responsabilité résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-1, 1792-2, 1792-4 et 1792-4-1 du Code civil.

Il est responsable des dommages que l'exécution des travaux peut engendrer: à son personnel, aux agents du maître d'ouvrage ou à des tiers; à ses biens, aux biens appartenant au maître d'ouvrage ou à des tiers.

Par la suite, et pendant toute la durée du marché, le titulaire doit être couvert par un contrat d'assurance en cours de validité, sans interruption.

Le titulaire s'engage à informer expressément le maître d'ouvrage de toute modification de son contrat d'assurance.

À tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du maître d'ouvrage et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

ARTICLE 12 – PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL

Le titulaire remet au maître d'ouvrage :

- une attestation sur l'honneur indiquant son intention de faire appel ou pas pour l'exécution des travaux, objet du marché, à des salariés de nationalité étrangère et, dans l'affirmative, certifiant que ses salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France.
- une attestation délivrée par l'administration sociale compétente, établissant que le titulaire est à jour de la fourniture de ses déclarations sociales et fiscales, et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale, datant de moins de 6 mois

Les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main-d'œuvre est employée.

Les travailleurs étrangers doivent être munis du titre les autorisant à exercer une activité salariale en France lorsque la possession de ce titre est exigée, en vertu, soit de dispositions législatives ou réglementaires, soit de traités ou accords internationaux.

Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des travaux, sur simple demande du maître d'ouvrage.

Si, dans le cadre du dispositif d'alerte, le titulaire n'a pas donné suite à la mise en demeure de régulariser sa situation, le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de résilier le marché sans indemnités, aux frais et risques du titulaire.

ARTICLE 13 – GARANTIE DE PARFAIT ACHÈVEMENT

Le délai de garantie est conforme à l'article 44.1 du CCAG-Travaux.

Pendant la période de parfait achèvement, les désordres constatés seront signalés par tout moyen permettant de déterminer une date certaine au titulaire qui devra obligatoirement intervenir dans le délai indiqué.

Si, passé ce délai et après mise en demeure, le titulaire n'est pas intervenu, le maître d'ouvrage pourra faire effectuer les travaux par une autre entreprise de son choix, aux frais et risques de l'entreprise défaillante, et ce en application des dispositions fixées à l'article 52 du CCAG-Travaux.

Le délai de garantie est d'un an à compter de la date d'effet de la réception, sauf prolongation décidée conformément à l'article 44.2 du CCAG-Travaux.

En cas de retard dans les interventions dues au titre de la garantie de parfait achèvement, le titulaire s'expose à la pénalité liée, définie à l'article « Pénalités ».

ARTICLE 14 – CHANGEMENT DE SITUATION DU TITULAIRE

Le titulaire s'engage à informer le maître d'ouvrage de tout changement survenant au cours du marché, affectant :

- la/les personne(s) ayant pouvoir à engager la société
- la forme juridique de la société
- la raison sociale et l'adresse du siège
- le capital social
- la domiciliation des paiements
- ainsi que toutes les modifications importantes du fonctionnement de la société

Ces changements doivent impérativement être signalés avant l'émission de toute nouvelle demande de paiement.

ARTICLE 15 – OBLIGATION DE CONSEIL

Le titulaire est tenu à une obligation de conseil, consistant à tenir le maître d'ouvrage informé des dernières évolutions relatives aux travaux et aux matériaux utilisés dans le cadre du présent marché.

ARTICLE 16 – CONFIDENTIALITÉS

Le titulaire qui, soit avant la notification du marché, soit au cours de son exécution, a reçu communication, à titre confidentiel, de renseignements, documents ou objets quelconques, est tenu de maintenir confidentielle cette communication. Ces renseignements, documents ou objets ne peuvent, sans autorisation, être communiqués à d'autres personnes que celles qui ont qualité pour en connaître.

La personne publique s'engage à maintenir confidentielles les informations, signalées comme telles, qu'elle aurait pu recevoir du titulaire ; si cet engagement n'est pas respecté, le titulaire peut prétendre à indemnité dans la mesure du préjudice subi.

Le titulaire et la personne publique s'engagent, chacun pour sa part à ne pas divulguer toute information confidentielle en provenance de l'autre partie qui pourrait leur parvenir à l'occasion de l'exécution du marché.

Chaque partie au marché est tenue au respect des règles relatives à la protection des données nominatives, auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du marché

ARTICLE 17 – RÉSILIATION

Les stipulations du CCAG-Travaux, relatives à la résiliation du marché sont applicables sous réserve des stipulations ci-dessous.

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général par le maître d'ouvrage, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA des travaux admise, un pourcentage égal à 3 %.

Si la résiliation est consécutive :

- à l'inexactitude des documents et renseignements mentionnés à l'article R.2143-4 du Code de la commande publique, en complément du CCAG-Travaux, il sera fait application d'une résiliation aux torts du titulaire sans mise en demeure.
- au refus de produire les pièces prévues à l'article D.8222-5 du Code du travail (anciennement article R.324-4 avant recodification du Code du travail instaurée par le décret n°2008-244 du 7 mars 2008) ou D.8222-7 et D.8222-8 (pour les candidats étrangers) du Code du travail, il sera fait application d'une résiliation aux torts du titulaire, après mise en demeure de les produire de nouveau dans un délai de dix (10) jours.

ARTICLE 18 – EXÉCUTION AUX RISQUES ET FRAIS DU TITULAIRE

En cas de défaillance du titulaire, le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de faire exécuter les travaux à ses frais et risques par une entreprise tierce.

La mise en œuvre de cette stipulation est obligatoirement précédée de l'envoi au titulaire d'une lettre de mise en demeure en recommandé avec accusé de réception. En l'absence de réponse de sa part dans un délai de huit (8) jours calendaires, ou si les manquements relevés persistent dans le même intervalle, le maître d'ouvrage peut faire usage de cette stipulation.

L'exécution aux risques et aux frais peut avoir lieu en cas d'inexécution (sans résiliation) ou être décidée en plus de la résiliation aux torts du titulaire.

ARTICLE 19 – MODIFICATIONS DES CONDITIONS DU MARCHÉ

En cas de modifications des conditions du marché telles qu'elles nécessiteraient la conclusion d'un avenant, les nouvelles conditions n'entreront en vigueur qu'à partir de la notification dudit avenant, après visa des instances de contrôle.

ARTICLE 20 – CLAUSE ENVIRONNEMENTALE

Les déchets de chantier sont gérés conformément aux dispositions de l'article 36 CCAG-Travaux.

Aux fins de contrôle et de suivi, le titulaire assure la traçabilité des déchets. Les sujétions de dépose, de tri et d'élimination des produits de démolition, de démontage et de traitement des déchets sont précisés dans les documents techniques du marché.

En cas de manquement du titulaire à ses obligations, les déchets non enlevés peuvent être transportés d'office, à ses frais.

Concernant les sujétions de dépose, de tri et d'élimination des produits de démontage ainsi que les déchets liés à l'exécution des travaux précisés dans les CCTP, il est rappelé que l'élimination des déchets générés par les travaux objet du marché est de la responsabilité du maître d'ouvrage en tant que « producteur » de déchets et du titulaire en tant que « détenteur » de déchets, pendant la durée du chantier.

Toutefois, le titulaire reste « producteur » de ses déchets en ce qui concerne les emballages des produits qu'il met en œuvre et les chutes résultant de ses interventions.

Les poubelles du site ne pourront pas être utilisées pour les gravats chantier.

Le titulaire se charge des opérations, prévues au marché, de collecte, transport, stockage, éventuels tris et traitements nécessaires et de l'évacuation des déchets générés par les travaux objet du marché vers les sites susceptibles de les recevoir, conformément à la réglementation en vigueur. Il remet au maître d'œuvre, aux fins de transmission au maître de l'ouvrage, les constats

d'évacuation des déchets signés contradictoirement par le titulaire et les gestionnaires des installations autorisées ou agréées de stockage ou de traitement des déchets.

Le maître d'ouvrage transmet au titulaire toute information qu'il juge utile pour permettre à celui-ci d'éliminer lesdits déchets conformément à la réglementation en vigueur et dans le respect de l'environnement.

ARTICLE 21 – DIFFÉRENDS ET LITIGES

En cas de litige, le droit français est seul applicable.

Préalablement à tout contentieux, les parties sont tenues de saisir le comité consultatif de règlement amiable des litiges et/ou la médiation des entreprises.

En cas de contentieux né de l'attribution ou de l'exécution du marché, le juge du tribunal administratif de Versailles, territorialement compétent, est saisi du litige juridictionnel.

Tribunal administratif de Versailles

56, avenue de Saint Cloud

78 011 Versailles

Courrier électronique (e-mail): greffe.ta-versailles@juradm.fr

Téléphone : +33 139205400

Fax : +33 139205487

Fait à le

En un exemplaire original

Pour le Préfet et par délégation,	(1)Le Titulaire